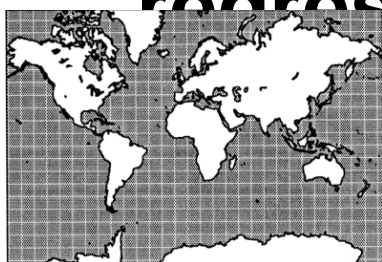


<https://www.collectiflieuxcommuns.fr/?177-le-cauchemar-de-don-quichotte-une>



# Le Â« Cauchemar de Don Quichotte Â», une discussion symptomatique de la régression historique



textes - Textes de sympathisants - Fargette G. -  
Date de mise en ligne : samedi 27 juin 2009

---

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

---

Texte extrait du bulletin de G.Fargette, Â« Le crépuscule du XX ième siècle Â», n°16, Eté 2006.

## Le Â« Cauchemar de Don Quichotte Â», une discussion symptomatique de la régression historique

Le livre intitulé Â« Le cauchemar de Don Quichotte Â» n'étonne pas par les thèmes qu'il aborde, ceux-ci étant largement connus, même si ce n'est que de milieux très restreints en France. C'est l'identité de ses auteurs qui surprend quelque peu : leur relative jeunesse aurait dû les tenir à distance des nombreuses références qu'ils s'efforcent de revisiter, occultées comme elles le sont dans le flux de l'intoxication médiatique généralisée.

Leur insatisfaction devant les diverses vulgates Â« critiques Â» à la mode aujourd'hui constitue le fil conducteur de l'ouvrage. Le lecteur retient surtout leur dissidence vis-à-vis des thématiques Â« antimondialistes Â», ou Â« altermondialistes Â» comme leurs partisans préfèrent les baptiser, bien que le souci de critique œcuménique habite encore Matthieu Amiech et Julien Mattern.

Ceux-ci pressentent, sans le présenter de cette façon, que derrière les poses frondeuses de cette mouvance si difficile à qualifier et à définir, se profilent les vieux schémas qui ont détruit le mouvement ouvrier. Mais leur propos n'étant pas de faire oeuvre historique, il ne s'agit pas d'un livre de bilan. Ils ne tentent pas non plus de présenter la moindre découverte Â« théorique Â» : on chercherait en vain le nouveau système explicatif prétendant résumer l'histoire ou le monde. Leur objectif, plutôt modeste et, partant, d'un réalisme inattendu en ces temps de mégalomanies dérisoires, vise à "savoir plus précisément contre quoi on se bat" (p. 7).

Ils ont été particulièrement intrigués par l'incapacité de l'Â« altermondialisme Â» à remettre en cause frontalement la société qui s'impose depuis une trentaine d'années. Ils y voient une recherche d'un Â« capitalisme à visage humain Â», diagnostic qui est visiblement un peu trop abstrait. Ils constatent en tout cas que Â« très peu de gens se demandent sur quoi repose notre confort Â», et que nombre de positions de la gauche et de la jeunesse contestataire vont au-delà de la simple connivence (la modération du ton retient les auteurs d'y voir une complicité paradoxale avec la barbarie qui domine partout). Mais ils formulent le blasphème par excellence dans le monde d'aujourd'hui, à savoir que la mondialisation néo-libérale ne crée sans doute pas les conditions de son propre dépassement. Il y a là un point qualitatif de différenciation de leur analyse, dont ils ne mesurent pas toute la portée. Qui le peut d'ailleurs, aujourd'hui, sur un sujet aussi difficile ? Si la fausse radicalité progressiste, avec ses discours rassurants et illusoire, les rebute, leur manque de recul sur le terrain de la critique sociale les empêche de saisir qu'il y a là aussi un héritage : le radicalisme creux dont ils ne soupçonnent ni la vacuité ni la persistance, et qu'ils ne savent pas reconnaître quand ils le croisent (1), a sourdement mais puissamment contribué à la recherche actuelle de références Â« rassurantes Â». Les nombreuses adhésions qui ont bénéficié à Attac ont ainsi été motivées par la fuite devant les groupuscules politiques. La dégénérescence des partis ne se limite pas, en effet, aux groupes parlementaires, mais concerne tous les regroupements, sans exception, y compris les Â« groupes-revues Â».

En prenant le soin de préciser qu'ils ne se cachent pas d'être insérés dans le mode de vie dominant, les auteurs se dissocient par avance du concours général de radicalité qui demeure la seule pratique, obsessionnelle des étroits milieux résiduels du radicalisme abstrait. Cette honnêteté révèle la présence chez les auteurs de quelques éléments immunitaires contre cette facilité nihiliste (2).

## **Le chapitre I**

La principale démarcation d'Amiech et Mattern concerne donc les déclarations de ceux qu'ils perçoivent, avec une certaine générosité, comme les Â« vrais sociaux-démocrates Â» de l'époque (théoriciens d'Attac, trotskystes de la LCR, par exemple...), probablement parce que ce sont les seuls qui échappent quelque peu aux sinistres cercles des sectes et des cénacles. Il ne s'agit pas, en tout cas, d'une culture de ghetto.

Les auteurs constatent avec lucidité que l'ensemble des économistes de gauche demeurent fascinés par l'opulence marchande (ils auraient pu étendre cette remarque à l'ensemble des marxistes) et que ceux-ci veulent ni plus ni moins que poursuivre le développement économique. Ce point de vue prévaut toujours dans l'opinion "de gauche" (3), ce qui verrouille effectivement les débats, au point de contribuer à la débandade contemporaine. Personne, dans ce qui fait office de Â« mouvement social Â», ne pose la question du prix écologique de la croissance, qui implique une dévastation de plus en plus étendue (p. 20). De fait, tout le chapitre I s'emploie à exposer les errements passionnés des idéologues de gauche, qui finissent toujours par s'identifier avec les résultats de l'accumulation capitaliste.

Â« Le Cauchemar de Don Quichotte Â» met un soin méticuleux à retisser un lien avec le plus grand nombre possible d'analyses hétérodoxes (de C. Lasch à H. Arendt, en passant par T. Adorno, H. Marcuse, etc.), dans une démarche où la cohérence se cherche à travers un éclectisme assumé, bien que non revendiqué.

Il leur apparaît que la consommation marchande a envahi tout le temps libre, que la Sécurité sociale est un dispositif de compromis et non de subversion, que le terme même de Â« révolutionnaire Â» a tendance à parasiter désastreusement les débats (4). Leur propos se concentre sur les éléments que les diverses vulgates Â« critiques Â» escamotent presque toujours d'emblée : Â« l'autre monde possible Â» posé par la gauche de la gauche n'est pas rassurant, car ces propositions vont régulièrement dans le sens d'une bureaucratisation croissante de l'existence (p. 54) (5). Leur attention à la remarque de C. Lasch sur l'importance du contrôle ouvrier (possible seulement à une petite échelle) dans l'acquisition de vertus civiques pour les classes populaires (p. 42) met également Amiech et Mattern à distance des envolées fondées sur la revendication de l'anti-travail, véritable sabotage d'un mouvement social qui s'était développé pendant 150 ans avant de connaître l'enlisement et la régression que l'on sait, et qui est une des marques de fabrique du radicalisme abstrait, qui a lourdement contribué à la confusion contemporaine.

Aggravant leur hétérodoxie, ils vont jusqu'à formuler que pour sortir du milieu pathogène que produit cette société, il ne suffira pas Â« d'abolir le capitalisme Â» (p. 70), alors que la gauche a toujours attribué tous les maux de ce monde au Â« capital Â», en fonctionnant selon une rhétorique de fabrication de bouc-émissaire passablement primitive. Ils osent envisager la possibilité qu'il n'y ait pas de solution, hypothèse qui est bien le critère d'une démarche de réflexion ouverte.

## **Le chapitre II**

Dans ce chapitre II, intitulé Â« La génération perdue ? Â», ils se demandent pourquoi lorsque les jeunes générations sortent quelque peu de leur apathie, elles se révèlent à ce point réceptives à un optimisme déplacé et à de fausses solutions (question d'autant plus intéressante que le manque de recul et d'expérience des auteurs leur fait lourdement surestimer les possibilités des mouvements de 2003 en France). Sans doute ne perçoivent-ils pas cette très ancienne constante de tous les mouvements socio-politiques : pour agir, il faut d'abord croire. S'ils avaient cet aspect en tête, ils seraient moins surpris par l'ampleur du retournement qui a enterré les mouvements d'opposition au Â« capitalisme Â».

Ils soulignent le silence assourdissant des étudiants et des lycéens en 2003, qui ont laissé les jeunes professeurs

protester contre les mesures de diminution des retraites. Ils voient dans ce chapelet de grèves un mouvement Â« potentiellement supérieur Â» à celui de décembre 1995 (6), mais ils manquent visiblement de point de comparaison solides. Pour appuyer cette estimation, ils mentionnent qu'il y eut Â« peut-être Â» 6 à 7 millions de grévistes le 13 mai 2003 (sans donner de source convaincante), tout en ignorant manifestement la nature profondément usante et démobilisatrice des Â« journées d'action Â», cette manoeuvre rodée par les syndicats et les partis de gauche dans les années 1970 et que de nombreux esprits lucides de l'époque avaient appris à dénoncer comme un piège épuisant. De fait, tous ces Â« mouvements Â» récents reposent sur des revendications d'intégration améliorées ou non dégradées à la société de consommation, dont l'attraction est non seulement intacte, mais grandissante (c'était également le cas en décembre 1995, et même en décembre 1986, seul mouvement récent où les formes qu'il avait commencé à prendre tendaient pourtant à le porter quelque peu au-delà de cette limite). Cette intégration dépendant des modalités particulières d'insertion propres à chaque secteur, l'isolement des uns et des autres dans leurs mouvements respectifs apparaît comme logique (7). Mieux, cet isolement repose sur un particularisme où chaque réaction puise ses raisons d'exister. Cela explique que les appels mécaniques à la Â« généralisation Â» des luttes tombent dans le vide.

Le manque de recul historique des auteurs les pousse aussi à croire que "la génération arrivée récemment sur le marché du travail est la première, depuis des décennies, à subir des conditions d'insertion professionnelle plus précaires que la précédente" (note p. 78), alors que cette dégradation a commencé dès la deuxième partie des années 1970. Seules les classes d'âge qui ont directement vécu 1968 ont encore bénéficié de conditions exceptionnellement favorables. Ces conditions n'ont cessé de se dégrader pour toutes celles qui ont suivi.

Tout le chapitre II doit se lire à l'insuffisance de cette analyse : il y a eu et il y aura plus d'une génération perdue. Mais ces générations sont invisibles dans la perception publique de la société, si bien que chacune croit vivre cela pour la première fois. La dégradation économique mais aussi politique a commencé il y a une trentaine d'années, et devrait se poursuivre plusieurs générations durant (ce mot étant pris au sens démographique de plusieurs décennies, et non au sens publicitaire de Â« classe d'âge Â» limitée à quelques années), notamment parce que le poison de la gauche étatiste, dont les marxistes-léninistes sont devenus les principaux représentants au XXe siècle, persiste, contre toute leçon. Leur idéologie, tout en étant en état de coma dépassé, se reproduit en mode mineur, si bien que leur extinction à terme ne se laisse présager que parce que cette reproduction a lieu de façon rétrécie, mais ce rythme d'attrition demeure désastreusement lent. Les auteurs semblent également pêcher par insuffisance de lucidité quand ils écrivent qu'"une partie de la jeunesse participe activement au règne de l'économie et n'est pas plus révoltée que ça de ne disposer d'aucun pouvoir sur sa vie" (p. 89). De fait, la quasi-totalité de la jeunesse est dans ce cas, et depuis le début des années 1980. Un tel reproche doit être précisé, dans la mesure où les auteurs admettent très honnêtement que même la frange vaguement Â« radicalisée Â» ne pratique qu'une critique du bout des lèvres (8). La plupart des discours Â« alternatifs Â» se bâtissent sur le schéma d'une lutte supposée héroïque du bien contre le mal. "Il paraît tout à fait naturel, de nos jours, de consommer presque exclusivement des biens et des services dont, au-delà des slogans publicitaires et de quelques garanties labellisées, on ne connaît finalement pas grand-chose" (p. 82). Cette phrase sent pourtant la facilité : toute division du travail tant soit peu étendue introduit cette opacité, tant qu'on en reste à une échelle urbaine. Il faudrait en revenir à une échelle villageoise et pré-industrielle, où chacun peut savoir qui produit quoi, mais cela signifierait liquider 95 % de la population planétaire... Les tenants d'un tel Â« retour à la terre Â» s'abstiennent évidemment d'avertir leur public d'un tel corollaire. Il les ennuie. Les auteurs constatent que partout une petite élite tend à se replier sur elle-même. Mais cette observation pertinente n'est pas approfondie, alors qu'elle pointe le mécanisme d'implosion lente de toutes les classes sociales, et qu'elle devrait conduire à décrire l'oligarchisation des sociétés qui en résulte.

Ils sentent que le primat de la lutte contre les inégalités n'est qu'un mauvais prétexte pour faire l'économie d'une critique du monde concret (p. 94). Le Â« progrès Â» implique l'interdépendance croissante des existences individuelles, perçue comme amélioration en soi. Le TGV, internet, etc., participent à leurs yeux de l'approfondissement de l'horreur économique (les références à J. Ellul et G. Anders contribuent à asseoir leur propos). Le développement technologique incontrôlé renverrait les comportements simplement décents du côté de l'héroïsme moral (p. 117).

Il leur paraît impossible de ramener le diable de l'économie autonomisée dans sa boîte sans recourir à une base fondée sur les échanges locaux (p. 118). Mais ces développements trahissent une faille dans leurs considérations : l'économie, contrairement aux apparences, ne s'autonomise jamais véritablement, même si l'analyse fondée sur le désencastrement de cette sphère par rapport à la société constitue la grande réflexion fertile de K. Polanyi. A l'instar des marxistes, des anarchistes, et de leurs pâles héritiers, Amiech et Mattern se refusent à imaginer que l'économie demeure toujours l'instrument de la puissance et que ce sont les sociétés de puissance qui l'ont emporté partout depuis six à huit mille ans. Polanyi traite pourtant de cet aspect dans son principal ouvrage, quand il évoque les causes de la Première guerre mondiale.

En citant Debord et Marcuse, les deux auteurs dénoncent le rôle de compensation illusoire que tient la consommation marchande, tout en percevant que le malaise diffus et profond ne débouche sur rien (p. 127) : personne n'en tire de conclusion ni surtout de projet collectif positif. Ils évoquent avec nostalgie les années 1970 comme un havre de rébellion, mais n'imaginent pas que le projet positif était déjà inexistant dans ces années-là, ce qui, sans l'expliquer totalement, éclaire l'échec rapide et bizarre de mai 68. Il faudrait remonter au moins à l'insurrection de Budapest en 1956 pour trouver une véritable tentative d'élaboration d'un projet agissant à l'échelle d'une société, et dans le cadre d'un mouvement insurrectionnel ayant fondé quelques organes d'action propres.

### **Le chapitre III**

Le chapitre III, intitulé Â« la grande amnésie Â», s'étonne que les débats des années 1970 se soient évaporés à ce point. Les thématiques de T. Negri (avec Empire) s'attirent une féroce critique d'apologie des pires évolutions contemporaines, sous prétexte de préparer le renversement.

"Quand et pourquoi est-il devenu inconcevable de critiquer un appareil industriel effectivement trop complexe et démesuré pour que les travailleurs puissent s'en emparer et le réorienter vers une production autogérée à finalité humaine ?" (p.130). Ils considèrent que le livre de A. Gorz, Â« Adieux au prolétariat Â» (1980) traduit le renversement, conséquence du discrédit croissant de ce qui s'était passé à l'Est de l'Europe. Malgré cette remarque, Amiech et Mattern, venus si tard au milieu des décombres, sont loin de se douter de l'effet dévastateur qu'a représenté le marxisme-léninisme de 1917 à 1956 pour le mouvement ouvrier. Celui-ci en a été littéralement détruit, avant même que ne se déploie véritablement la société de consommation (9), et rien n'a remplacé son rôle moteur dans la critique des conditions existantes. Les auteurs savent l'ancienneté des illusions technologiques et industrielles (accablantes chez les situationnistes comme chez Marx ou Engels), et la démagogie qui consistait à faire croire qu'on obtiendrait l'abondance sans travail, mais ils n'ont visiblement qu'une assez faible idée de la nature des problèmes qui se sont posés au sein même du mouvement ouvrier, dont ils sont des spectateurs extérieurs et tardifs.

Ils attribuent un mérite bizarre à la minuscule secte de l'Encyclopédie des Nuisances pour son refus de considérer comme unilatéralement positive la tendance de l'appareil industriel à s'automatiser, mais oublient momentanément que ce courant idéologique fut très largement retardataire sur cette question, comme la moindre lecture de Marcuse, d'Adorno, de Charbonneau, etc., le démontre instantanément. Les auteurs ne l'ignorent pourtant pas puisqu'ils évoquent aussitôt S. Weil et Marcuse qui ont pressenti l'aspect trompeur de l'immense potentiel de libération recelé par la technique (p.136) et ils s'étonnent du sort réservé à tous ces penseurs : soit ils sont oubliés, soit ils sont annexés, moqués, ou banalisés.

Les remarques du Cauchemar de Don Quichotte méritent également d'être nuancées sur un aspect de méthode : aucun discours théorique ne pouvant sauver le monde de lui-même (illusion qui caractérise les milieux de la radicalité abstraite), seul un mouvement pratique aurait pu apporter un sort meilleur aux livres et aux thématiques mentionnés. Dans l'état de délabrement général de la pensée, il est malheureusement Â« logique Â» que les ouvrages soient instrumentalisés pour divers objectifs, indépendamment de leurs contenus effectifs.

## Le Â« Cauchemar de Don Quichotte Â», une discussion symptomatique de la régression historique

Il faut d'ailleurs constater que le raffinement (pour ne pas dire les contorsions) des théories est inversement proportionnel à la puissance de ce qu'elles prétendent appuyer.

Un mouvement pratique abolissant les conditions existantes n'aurait pas dû avoir besoin de théorie s'il avait été aussi fort que certains de ses grands-prêtres l'ont prétendu. Il est clair qu'Amiech et Mattern s'efforcent de se défendre du vertige de la théorie, puisqu'ils affirment que ces références livresques ne suffisent nullement pour vivre et construire pratiquement des alternatives viables dans une société hostile. Tout au plus ces textes pourraient-ils rendre à certains le goût de l'autonomie et de la liberté, ce que Don Quichotte mentionne, mais comment croire qu'il faille des livres pour se révolter et donner un souffle à cette révolte ?

L'autonomie leur paraît résumer la question centrale : le salut, comme l'annonçait François Partant en 1982 (10), ne pourrait venir que des choix individuels et collectifs de chacun (p. 159). Ils ont compris que le problème est avant tout que nous vivons dans un monde où les processus engendrés par l'activité humaine dépassent toute mesure et toute représentation, ce qui leur permet d'échapper à toute maîtrise, et fait le lit des Â« experts Â». Tout favorise l'évolution vers un chaos administré. À rebours des facilités de la thématique sur la décroissance, ils savent qu'un tel processus ne se pilote pas. Et ils mettent en garde contre toute velléité de planification bureaucratique de sauvetage de la planète. (11)

Ils insistent pour rappeler l'importance de tout ce que le Â« capitalisme Â» (12) a détruit. Le lien entre fétichisme de la marchandise, perçu trop souvent comme un problème purement idéologique, voire moral, et les conditions de vie de la société industrielle leur semble fondamental. Bien qu'ils émettent une réserve peu claire : Â« A trop parler du voile monétaire, ils en oublient ce qu'il recouvre Â» (un système productif Â« totalement irrationnel Â»). S'il est indéniable que le fétichisme marchand constitue une illusion indispensable au fonctionnement des sociétés industrielles désorganisées à très grande échelle, Amiech et Mattern pressentent que les mécanismes mercantiles et les dispositifs capitalistes qui les généralisent constituent une réponse sinon rationnelle du moins fertile dans une situation de chaos (13). Comme si ces développements se substituaient à certaines dimensions disparues du lien social (14).

Amiech et Mattern constatent que l'organisation technique et sociale dominante a totalement supplanté les formes de vie communes fondées localement, au point de ne laisser face à elle que des individus isolés a priori. Le monde de l'entreprise pourrait être le seul répertoire de justification permettant au développement industriel de se poursuivre. Le fétichisme de la marchandise apparaît dès lors comme le dernier rempart à la violence qu'une société aussi démesurée et injuste est susceptible de faire éclater. Cette partie finale du livre en vient à s'insérer dans les raisons de la soumission pour les éclairer d'une manière très rarement envisagée (p. 167-168). Toutes ces raisons rendent périlleux le chemin de l'effondrement de l'économie, et les chantres de la décroissance conviviale méconnaissent ces périls (p. 169). "Probablement sous-estiment-ils autant que les partisans de la socialisation bureaucratique le degré d'emprise de la monnaie capitaliste sur le fonctionnement des sociétés modernes". Ce qu'Amiech et Mattern relativisent en considérant qu'il n'existe sans doute de Â« choix Â» possible qu'entre un chaos complet plus ou moins définitif, et un effondrement volontaire et maîtrisé. Ils se réfèrent à François Partant (mieux vaut la fin de la civilisation occidentale et du système technicien qu'elle a produit plutôt que la fin de l'espèce humaine), mais en se laissant visiblement emporter par un raisonnement unilatéral : la Â« civilisation occidentale Â» est la seule où s'esquissent des réflexions et des tentatives de réaction au cours général désastreux et elle est très loin de n'avoir apporté que des Â« méfaits Â», contrairement à ce que tant de stalino-gauchistes nous serinent sur tous les tons (Amiech et Mattern, avec leur démarche réflexive ouverte, ne pourraient d'ailleurs exister dans aucune autre culture). Ils devraient se demander si le problème le plus grave ne vient pas des plus éclatantes réussites de la civilisation occidentale, comme l'amélioration considérable des conditions sanitaires, qui a provoqué la gigantesque croissance démographique du XXème siècle.

Un seul projet politique leur paraît pertinent : approfondir la crise afin d'en gérer les conséquences, mais ce processus serait à mener sans État et même contre lui, ce qui perturbe infiniment le Â« citoyen de gauche Â». En

## Le Â« Cauchemar de Don Quichotte Â», une discussion symptomatique de la régression historique

soulignant qu'un tel projet ne peut ni ne doit être planifié, Amiech et Mattern disent implicitement que toute théorie sur la question est inutile, mais il n'est pas certain qu'ils s'en rendent compte.

Il leur paraît nécessaire d'envisager l'effondrement volontaire de l'Économie de concurrence généralisée, mais ils en négligent la grande conséquence : une dépression de puissance instantanée. Ils savent qu'un changement de culture ne se décrète pas puisqu'il s'agit que se crée une autre manière de vivre (15). Ils en cherchent les prémices, évoquent les surréalistes et les situationnistes qui ont tenté de découvrir un autre quotidien, mais ils manquent d'esprit critique sur le sujet : ces deux courants ont été complètement récupérés par l'industrie du divertissement, dont la publicité est le moteur, parce qu'ils ont dès le départ cultivé un bluff principal, et surenchéri sur cette base faussée.

Les auteurs ne voient comme possibilité d'action que de susciter un désir d'autonomie (16) dans les populations modernes, les spécialistes Â« devant Â» mettre leurs capacités au service de la destruction du Â« canon à nuisances Â», formule étrange, qui présuppose l'existence d'un état-major (secret ?) de la production des méfaits industriels. Par quel miracle ces spécialistes opéreraient-ils une telle conversion ? L'ombre du volontarisme et des techniques d'intimidation plane... Amiech et Mattern considèrent qu'il faudrait s'engager sur le chemin de la désindustrialisation, tout en précisant que ce ne serait ni la fin de l'oppression ni la fin de la misère (17), afin de sortir d'un cadre où rien n'est possible, par une grande Transformation inversée, même si elle est improbable. Matthieu Amiech et Julien Mattern, avec cet ouvrage, n'ont visiblement pas prétendu faire oeuvre nouvelle. Il s'agit d'un effort sympathique et vivant pour revisiter des théories et des réflexions que la gauche et la "gauche de la gauche" ont escamotées depuis toujours. Mais cela mène aux difficultés que tous les courants situés au-delà des contrées de la gauche officielle ont rencontrées. Dans leur effort d'exploration, Amiech et Mattern espèrent sans doute des contacts et des moyens nouveaux. Ils ne soupçonnent pas le degré de fragmentation qui paralyse tout ce qui se situe dans cette vaste lande en déshérence. Et l'âpreté des conflits idéologiques qui s'ancre dans les profondes failles de ces théories critiques, en France tout particulièrement, chaque secte ou cénacle prétendant au fond au monopole de la critique Â« subversive Â»... Cette recherche de monopole est visiblement un décalque de l'habitude nationale à se référer à un État centralisé. Les références de chaque tradition Â« idéologique Â» continuent à l'emporter sur les exigences du mouvement nécessaire. Il y a là un totémisme, un culte des prédécesseurs, qui appartient à la pente régressive de cette basse époque. Quand le temps aura passé...

Amiech et Mattern peinent visiblement à admettre qu'il n'existe pas de théorie à la hauteur du défi qui s'est posé à l'espèce humaine depuis des décennies, parce qu'ils ne prennent pas la mesure de ce qui a broyé les mouvements de résistance anciens. Le reflux en cours est d'une telle gravité que nous ne disposons pas des termes qui en permettraient l'analyse. Une seule chose est vraisemblable : le temps qu'un éventuel ressaisissement collectif se produise, le cadre aura totalement changé. La société de consommation, avec l'épuisement des ressources en hydrocarbures, se sera désintégrée ou qualitativement transformée, et le danger sera peut-être celui d'une unification Â« hydraulique Â» de la planète, où une caste prétendrait organiser la gestion de la pénurie des flux énergétiques... La manière dont chaque société étendue saura intervenir sur elle-même pour composer avec cette contrainte majeure sera décisive. L'aire occidentale demeure de ce point de vue une source majeure d'ouverture de l'histoire.

Le problème qui se pose à nous est de faire le pont avec le moment où les vagues de subversion reviendront (si elles reviennent). L'ordre de grandeur est plus proche du siècle que de la décennie. On peut d'ailleurs constater que cet Â« interrègne Â» dure déjà depuis une cinquantaine d'années, puisque l'insurrection de Budapest fut le chant du cygne du mouvement ouvrier, et que ce que l'on appelle le mouvement de 1968 n'a finalement constitué qu'une brève et superficielle parenthèse qui s'est dissoute avec l'évaporation du mouvement ouvrier dont elles espéraient tant.

L'Occident, malgré son état de délabrement, demeure le principal foyer d'un éventuel dépassement de ce qu'il a tant contribué à créer. C'est au plus profond de ses crises et de ses contradictions qu'il a réussi par le passé à créer des

## Le Â« Cauchemar de Don Quichotte Â», une discussion symptomatique de la régression historique

formes historiques exceptionnelles. Si cette capacité était épuisée, les perspectives seraient encore plus sombres qu'elles ne le paraissent. Les diverses extinctions qui touchent sans cesse de espèces nouvelles, végétales ou animales, finiraient par concerner l'espèce humaine, et l'on assisterait, à l'échelle planétaire, à une crise encore plus grave que celle que connut le Moyen Age européen finissant. Il faudrait s'attendre à des diminutions de population drastiques, à condition que ne soit pas franchi un seuil mortel inattendu pour l'espèce tout entière. Même dans l'hypothèse la moins Â« défavorable Â», aucune prévision n'est tenable. Il n'y aurait même plus de manière pertinente pour penser cette question si la catastrophe allait jusqu'à son terme. On ne peut qu'inventorier les possibles.

**Paris, (août 2005, revu en août 2006)**

---

### Notes

1 Leurs allusions respectueuses aux courants issus du situationnisme sont à cet égard éloquentes de légèreté.

2 Les adeptes de la posture "ultra-radical" prennent toujours bien soin de taire leur moyen de survie, tandis qu'ils s'efforcent d'accabler ceux qui n'en ont pas fait mystère (voir à ce propos le n°2 de la petite revue pro-situe "La Guerre de la Liberté", qui tente précisément de s'en prendre à M. Amiech et J. Mattern sur ce registre hypocrite).

3 Mais les termes de "gauche" et de "droite" ont-ils encore un sens ? Les auteurs n'abordent pas cette question.

4 Leur amabilité ou leur manque d'habitude des pointes polémiques les empêche de formuler cela de façon offensive : comment imaginer qu'il puisse exister des "révolutionnaires" en l'absence de révolution ?

5 Ils signalent l'aveu d'un Bernard Friot, reconnaissant que son modèle d'économie socialiste "suppose un peuple vertueux" (p. 67), ce qui garantit le retour de l'armée de fonctionnaires que de rares esprits, dès avant 1914, avaient décelée dans l'idéologie de la IIème Internationale. Cette hypothèse "vertueuse" est le postulat en général caché de toutes les théories critiques qui tentent de dépasser le stade commode de la dénonciation suffoquée.

6 Déjà très insuffisant eu égard à ses objectifs affirmés, qui étaient très modérés.

7 En juin 2005, les lycéens se sont plaints, à leur tour, du soutien insignifiant et passif de la plupart des enseignants !

8 Les auteurs de "Don Quichotte" ne pourront qu'être un peu plus déçus quand ils constateront que les débris de la radicalité creuse ne diffèrent guère de l'esprit général dans leur "pratique" quotidienne. Les vellétés "artistes" jamais dépassées chez Debord, comme la soif de poser à l'auteur littéraire chez un Jaime Semprun, représentent leur mode d'insertion dans cette société. Leur prétention impérative au "goût" et au "savoir-vivre" n'est qu'une variante huppée, un peu plus élitiste que d'habitude, de la prétention au "savoir-consommer". Elle recoupe d'ailleurs une conviction qu'ils ne mettent jamais en avant : ils sont persuadés que leur "éminente qualité personnelle" les prédestine à échapper au désastre général, tandis que le commun subirait son sort méprisable. L'élitisme à peine rentré et congénital du situationnisme les renvoie du côté de la dégénérescence oligarchique de l'histoire contemporaine.

9 Sans la destruction politico-policière de ce mouvement, on peut se demander si cette société de consommation aurait pu prendre les caractères que nous lui connaissons : bien peu d'analyses perçoivent que cette forme anthropologique s'est substituée au projet "communiste" (au sens originel) et qu'elle s'est accaparée sa puissance d'appel. C'est d'ailleurs cet ancrage anthropologique qui rend aujourd'hui si difficile la modification du cours



historique vers le désastre collectif.

10 On pourrait tout aussi bien citer de multiples textes de C. Castoriadis sur la question de l'autonomie.

11 Cette mise en garde est bienvenue dans la mesure où telle tendance ne peut que prendre une importance croissante dans les thématiques politiques dominantes.

12 Un peu de rigueur exigerait là que l'on parle de "mécanismes capitalistes", mais Amiech et Mattern ne remettent pas en cause la facilité qui attribue à ceux-ci la qualité de "système", cette illusion intellectuelle par excellence (ils devraient lire T. Adorno un peu plus attentivement).

13 Il faut sans doute prolonger ce point de vue jusqu'à la dimension anthropologique. Il est en effet fondamental d'observer que les sociétés occidentales ont été les seules à ce jour (avec la société japonaise) à parvenir à survivre et à se reproduire dans ce chaos, tout en en tirant un surcroît de puissance. Mais il est très probable que la société japonaise simule les mécanismes capitalistes plus qu'elle ne s'y abandonne. C'est une société qui sait lire les sources de la puissance, et se les approprier à un degré rare pour une société non européenne.

14 Cette disparition mériterait un développement spécifique : le fait que ces dimensions traditionnelles du lien social pesaient un peu trop à ceux qu'elles enserraient n'a pu que lourdement contribuer à la "modernisation". Les mécanismes capitalistes tirent leur pouvoir d'attraction de ce qu'ils permettent de mettre en forme explicite la contradiction entre l'individu et la collectivité, présente dans toute société humaine, alors que la plupart des systèmes sociaux les refoulent ou les nient méthodiquement.

15 Peut-être connaissent-ils la remarque de C. Castoriadis : on souhaite simplement que l'espèce humaine se transforme profondément, comme elle a déjà réussi à le faire deux ou trois fois dans sa longue histoire.

16 Ce qui est une contradiction dans les termes ! Nombre de gens influencés par les analyses de Castoriadis tombent d'ailleurs dans le même travers. Autonomie et volontarisme sont difficilement compatibles.

17 Ce qui revient à admettre l'abandon du projet initial d'émancipation du genre humain. Ce questionnement n'est pas neuf non plus : Manès Sperber avait analysé la lutte antifasciste dans des termes très voisins, comme seul moyen de préserver les possibles, ce qui était déjà une constatation de l'immense régression que le surgissement totalitaire avait provoquée dès les années 1920. Avec le recul, il apparaît que cette régression ne fut ni effacée ni endiguée, malgré le naufrage des deux totalitarismes sur le continent européen.